

# Économie & Politique

Pieter Timmermans, FEB

## «Dans la lutte climatique, les entreprises font partie des solutions»

### LES PHRASES CLÉS

«2025, c'est demain. Il faut agir maintenant.»

«On a besoin d'un vrai débat auquel participerait l'industrie, avec un vrai plan, aux plus hauts niveaux.»

«On n'entend plus parler de l'idée d'un comité de monitoring sur le climat...»

«Pour avancer, on pourrait se mettre d'accord sur une série de thèmes limitée avec un exécutif de redémarrage au Fédéral.»

### INTERVIEW SIMON SOURIS

L'appel avait été formulé en 2017 déjà. Il est réitéré: «Il faut un équilibre entre le respect de nos engagements environnementaux, le maintien de la compétitivité de nos entreprises, et la sécurité de l'approvisionnement en énergie afin d'éviter les blackouts», martèle Pieter Timmermans, administrateur délégué de la Fédération des entreprises de Belgique (FEB), rencontré ce mercredi. Mais cette fois, l'heure est d'autant plus grave. «Il faut agir sans plus attendre dans la transition énergétique, car 2025 (ultimatum à mi-parcours fixé par l'Europe en matière climatique, NDLR), c'est demain.»

**Vous n'avez pas été entendu, il y a 2 ans?**  
Nous n'avons pas l'impression que le plan transition énergétique (dit plan national intégré Energie-Climat, ou «PNEC», NDLR), approuvé par les quatre ministres compétents il y a de cela un an, fera vraiment bouger les choses. On en retire un sentiment de manque de coordination entre Régions où chacun y va de son initiative, et ce alors que c'est le fédéral qui est responsable en cas de pépin ou d'amende éventuelle.

#### Que demandez-vous?

Un vrai débat, avec un vrai plan. Sur le modèle de ce que nous avons fait, nous, avec tous les stakeholders possibles et imaginables, des producteurs aux consommateurs d'énergie, des petites aux grandes entreprises... Cela n'a pas été évident. Mais tout le monde est d'accord sur les trois piliers de la transition que sont le respect de nos engagements, le maintien de la compétitivité, et la sécurité de l'approvisionnement. Or, lors de la campagne en

vue des dernières élections, les partis n'ont souvent misé que sur un ou deux de ces piliers.

#### L'aspect sécurité d'approvisionnement a été négligé, dites-vous en filigrane?

Qu'on balaie d'un revers de la main la question en disant qu'on importera de l'énergie d'Allemagne, pas de problème, mais derrière, il faut peut-être rappeler que l'on retrouve des centrales au charbon et à lignite, toutes deux ultra-polluantes. De même, si on choisit la France, l'énergie y est produite par le nucléaire. Ce qui n'est pas tolérable chez nous, mais le serait de l'autre côté de la frontière?

#### Il manque d'une vision commune?

Oui. On a besoin d'une vraie coordination entre entités fédérées – après tout, c'est un sujet sensible qui touche directement au portefeuille. Et ce, au plus haut niveau. Je parle là des ministres-présidents et du Premier ministre. Avec, pourquoi pas, un comité de monitoring, comme cela avait promis par le passé. On n'en entend plus rien aujourd'hui. Quand j'ai participé au groupe de travail (regroupant 6 personnes dont Dominique Leroy, Marc Raisière ou encore Michèle Sioen, NDLR) sur le pacte national pour les investissements stratégiques, je n'ai jamais entendu personne dire: ceci relève des compétences de la Flandre, cela de la Wallonie. La seule question était: quelle est la solution idéale pour notre pays. Il faut faire la même chose.

#### N'êtes-vous pas mal placé pour vous positionner sur le climat? Ne ressentez-vous pas une certaine hostilité du citoyen?

Quand j'entends les manifestants qui nous jugent comme des mauvais, des émetteurs de CO<sub>2</sub>, ils oublient quelque chose: nous sommes à leurs côtés pour trouver des solutions. Prenez Ineos (ce groupe chimique britannique aux grands projets à Anvers, NDLR). Il veut installer la plus moderne installation qui soit, offrant des solutions sur le long terme, avec plus de 400 emplois directs pour peut-être 800 indirects à la clé, sur un terrain initialement réservé à l'industrie, sur lequel une faune et une flore se sont évidemment développées, et on lui refuse (le déboisement a suscité pas mal de critiques au sein la population anversoise et des organisations de défense de l'environnement ces dernières semaines, NDLR). Et ce, alors qu'il propose de créer 55 hectares de bois à un autre endroit en contrepartie... Si on veut avancer, il faut parler avec l'industrie. Des douze manifestations passées à 200 m d'ici, personne n'est jamais venu débattre avec nous.

#### D'autant que le temps passe...

Que l'on décide de fermer les centrales nucléaires ou pas – selon nous il faudrait en



© SISKI VANDECASTEEL

«Incapable de construire un stade de foot en deux ans à Bruxelles, on va construire 5, 6 ou 7 centrales au gaz ou au charbon comme ça, d'un claquement de doigts?»

garder au moins deux ou trois pendant un temps –, après tout, c'est une décision politique, il faudra tout de même investir. Que ce soit pour des centrales au gaz ou autre. Et là, il faut avancer d'urgence – chaque jour qu'on perd est une éternité. Et être sérieux. On est incapable de construire un stade de foot en deux ans à Bruxelles et on va construire 5, 6 ou 7 centrales au gaz ou au charbon comme ça, d'un claquement de doigts? Allez... Il faudra d'abord un plan, puis un plan d'investissements, puis des moyens, puis des permis au niveau belge, puis des autorisations au niveau européen, puis encore seulement commencer à construire... Et tout ça, à condition encore,

que dans les communes concernées, il n'y ait aucune action ou de mouvement disant «pas chez nous».

#### En parallèle, l'on pense aussi à la fiscalité, qui peut être un levier de transition.

Que ce soit au niveau de la mobilité ou de l'usage de certains types d'énergie, il faut une politique fiscale qui change les comportements. Sinon, ce qui sera décidé sera perçu comme une recette supplémentaire pour combler les déficits. Prenez le «budget mobilité» (permettant d'échanger sa voiture de société contre des alternatives plus durables, NDLR) où les partenaires sociaux ont donné l'exemple. C'est vraiment une mesure qui fait que les travailleurs et les entrepreneurs changent.

#### Vous avez été reçu par les informateurs royaux. Vous écoutent-ils?

Ils ont bien noté le message. Parce qu'ils savent très bien que le climat et l'énergie sont des sujets extrêmement sensibles, mais aussi préoccupants. Je pense qu'ils ont la conviction qu'il faut faire quelque chose. Tout comme au sujet du marché du travail, de la mobilité, des investissements, et du rôle à jouer par les partenaires sociaux – là, une bonne relation est importante, car elle permet toujours d'être plus fort face aux chocs économiques venant de l'extérieur, et on en aura avec le Brexit, Trump, l'affaiblissement économique en Allemagne, le budget en Italie, la guerre commerciale entre Chine et Etats-Unis, les problèmes européens, le prix du pétrole...

#### On semble stagner au Fédéral. Quid?

Si vous voulez d'un gouvernement qui règle tout, soit tous les thèmes imaginables et tous les chiffres après la virgule, cela va prendre énormément de temps. Or, on doit agir maintenant. On pourrait par exemple se mettre d'accord sur une série de thèmes limitée, que l'on résoudre à très court terme, avec un gouvernement de redémarrage. C'est-à-dire avec une équipe limitée, un programme limité et pour une période limitée. Mais la décision incombe aux présidents de parti à un certain moment. Si au contraire, on arrive à un gouvernement de plein pouvoir, je n'ai aucun problème.

#### D'autant qu'un plan énergie et climat est attendu pour fin d'année par l'Europe...

Qui va le faire? Avec quel contenu? Ma crainte est que chacun envoie son plan à un ministre fédéral qui les juxtaposerait dans un document en disant, voilà, ça c'est le plan pour la Belgique. Désolé, mais là, il n'y a pas de vision à long terme...

#### Quid sur l'idée de l'Europe d'accélérer?

Ce ne sera déjà pas facile de réaliser les objectifs fixés en Belgique vu leur complexité et on voudrait aller encore plus loin? Il faut un plan ambitieux, mais réaliste.

## L'ex-agent secret enfonce le clou contre Reynders, à visage découvert

Nicolas Ullens, l'ex-collaborateur de la Sûreté de l'État qui accuse le vice-Premier ministre Didier Reynders (MR) de corruption, sort de l'ombre.

### LARS BOVÉ ET JASPER D'HOORE

Nicolas Ullens de Schooten, 54 ans, est cet ancien collaborateur de la Sûreté de l'État qui accuse le ministre des Affaires étrangères et de la Défense, Didier Reynders (MR), de corruption et de blanchiment. Il s'est déjà rendu, en avril de cette année, dans les bureaux de la police judiciaire pour faire part de ses accusations. Durant cette audition, il a transmis toutes sortes d'informations qu'il a collectées, selon ses dires, lorsqu'il travaillait à la Sûreté de l'État, de 2007 à 2018. Sur la base de ces allégations, le parquet de Bruxelles a ouvert une information judiciaire visant le ministre, comme nous le relations dans notre édition

de samedi dernier. Lors de son audition, Nicolas Ullens a parlé de dessous-de-table qui auraient été payés dans le cadre d'une série de marchés publics et d'achats par l'État. Il évoque notamment le déménagement de la police fédérale au Centre administratif à Bruxelles, le Kazakhgate et un dossier lié aux fonds libyens. «Dans tous ces dossiers, j'ai été confronté au tandem Reynders-Fontinoy», dit-il. Jean-Claude Fontinoy est depuis de nombreuses années le bras droit de Reynders.

#### Entrave à l'enquête

Maintenant que l'information est sortie, Nicolas Ullens – qui est assisté par son avocat Alexis Deswaef – choisit de témoigner à visage découvert. «Je suis allé à la police en avril parce que je trouvais inacceptable que monsieur Reynders soit candidat au poste de secrétaire général du Conseil de l'Europe». Didier Reynders n'a pas décroché cette fonction au Conseil de l'Europe,

«Reynders nommé commissaire européen à la Justice, c'est comme si Al Capone était nommé chef de la police de Chicago.»

NICOLAS ULLENS  
EX-AGENT DE LA SÛRETÉ

mais a été proposé depuis lors par notre pays au poste de commissaire européen. Au sein de la Commission européenne, il a obtenu le portefeuille de la Justice. Mais il ne sera nommé officiellement que s'il passe l'épreuve de son audition au Parlement européen. «C'est comme si Al Capone était nommé chef de la police de Chicago».

Nicolas Ullens veut éviter que Reynders devienne commissaire européen parce que sa nomination entraverait l'enquête à mener par le parquet. «L'Europe doit relever de grands défis comme la guerre contre les changements climatiques. Si nous devons le faire avec un commissaire qui est prêt à conclure des deals occultes, par exemple avec des multinationales, nous n'y arriverons pas.»

Pourquoi la Sûreté de l'État s'était-elle intéressée à Reynders? «Il fait tout simplement ce que les services secrets russes lui demandent», prétend Nicolas Ullens. «Les Russes ont vite compris qu'il

était possible de conclure des accords avec Reynders et Fontinoy. Ainsi, Reynders n'a pas voulu expulser des diplomates russes après l'affaire Skripal. Il a finalement consenti à en expulser un seul sous la pression du gouvernement et de l'Europe.»

«Toutes les personnes qui profitent du système Reynders essaieront de m'imposer le silence», conclut Nicolas Ullens. «Au cas où des choses étranges arriveraient: je ne vais pas sur les parkings à Cointe (NDLR: où l'homme politique PS André Cools a été assassiné), je ne suis pas suicidaire et je ne vois aucune raison de mettre fin à ma vie.»

«Mon client a nié immédiatement, samedi dernier, toutes les accusations proférées contre lui», a déclaré l'avocat de Reynders, Me Didier Matray. «J'ai déjà contacté le parquet, mais n'ai reçu aucun élément nouveau depuis samedi. J'espère que toute la clarté sera faite le plus vite possible. Il est manifeste que l'homme qui avance ces accusations ne cherche qu'à nuire.»

### RÉACTION LA SÛRETÉ DÉPLORE

Nicolas Ullens, l'ancien collaborateur de la Sûreté de l'État qui accuse le vice-Premier ministre Didier Reynders (MR) de corruption, estime que son ancien employeur n'a pas assez exploité les rapports qu'il a rédigés au sujet de l'homme politique libéral. «J'ai démissionné parce que le service évoluait dans une direction qui était menaçante pour la démocratie.» «Nous déplorons que notre image et celle des personnes concernées dans le dossier soient ternies par les déclarations d'un ancien collaborateur», a réagi la Sûreté de l'État.